

### Système métrique

**M. l'Orateur adjoint:** A l'ordre s'il vous plaît. Le député de Gloucester (M. Breau) invoque le Règlement.

**M. Breau:** Monsieur l'Orateur, je ne suis pas sûr s'il s'agit d'une question de privilège ou d'un rappel au Règlement. Le député ne devrait pas penser que par mon interruption je sous-entendais que les députés d'en face se livrent à des manœuvres politiques avec ce bill. Le député a mentionné qu'un fonctionnaire avait dit cela, et j'ai en fait dit que c'était fort regrettable. Le député a souri à mes paroles, et je lui ai retourné son sourire. Je n'ai pas dit que les députés d'en face se livraient à des manœuvres politiques avec ce bill.

**M. Goodale:** Il faudrait mentionner ce sourire dans le compte-rendu.

**M. Mazankowski:** Monsieur l'Orateur, je tiens à dire que le député garde mon estime. J'apprécie beaucoup le fait qu'il ait clarifié la situation.

**Des voix:** Bravo!

**M. Mazankowski:** Cette loi est désignée sous le nom de conversion au système métrique. Il conviendrait mieux de l'appeler la loi de coercition au système métrique. La situation est telle que le processus de conversion a été entrepris sans même l'adoption d'une loi. C'est tout à fait regrettable. C'est ce qui a semé la confusion parmi de nombreuses gens concernés par le processus de conversion. Beaucoup de gens dans le commerce du grain, et particulièrement les préposés d'éleveurs ainsi que les producteurs, ne voient absolument aucune raison de procéder avec une hâte aussi peu décente à la conversion dans l'industrie du grain, alors que notre principal partenaire commercial au sud ne s'y est pas encore décidé de son côté.

Ainsi que le *Globe and Mail* du vendredi 3 juin 1977, M. MacMillan, le président du Conseil canadien des grains a fait la déclaration suivante:

Du point de vue commercial, la conversion au système métrique ne présentait aucun avantage pour l'industrie céréalière, en ce sens qu'elle n'apportait que des dépenses. Nous faisons beaucoup d'affaires avec les États-Unis, qui emploient toujours les boisseaux. Mais le gouvernement nous a forcés à adopter le nouveau système avant les Américains puis il a changé d'idée tout d'un coup. Cela nous a beaucoup déçus et a suscité bien du mécontentement dans l'Ouest du Canada.

C'est l'argument que nous avons fait valoir depuis le début. Je tiens de source absolument sûre que les États-Unis ne sont pas prêts à passer de l'acre à l'hectare. Le bill a été présenté comme un fait accompli. Comme le député de Qu'appelle-Moose Mountain (M. Hamilton) l'a dit, on a tenté de faire adopter la mesure à la vapeur. Le ministre a fait une tentative en ce sens le 21 décembre dernier. En réalité, nous savons que ce texte législatif a été rédigé en février 1976. Il n'a été présenté à la Chambre des communes pour une première fois que le 22 novembre, puis le débat de deuxième lecture est venu tard dans la soirée du 21 décembre. On a réclamé une prolongation des heures de séance pour faire franchir toutes les étapes à ce projet de loi, mais un bon nombre d'entre nous avions des observations à faire sur cette mesure. Elle n'a été présentée de nouveau que le 26 janvier et pourtant elle devait entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> février. Nous n'avions pas assez de

[M. Mazankowski.]

temps pour explorer à fond toutes les répercussions de cette mesure.

Le gouvernement pas plus que le Parlement, n'a servi les meilleurs intérêts des agriculteurs canadiens dans le cas de cette mesure. Les organismes agricoles n'ont pas non plus très bien servi les intérêts de leurs membres. La plupart des producteurs de l'Ouest du Canada rejettent les principales dispositions de ce projet, notamment la conversion de l'industrie céréalière au système métrique. On n'a donc pas tenu compte de leurs volontés. Bref, je voudrais dire, au nom des producteurs, que le gouvernement à l'instar de leurs propres associations a feint de les ignorer tandis que le Parlement a été incapable de faire dévier le gouvernement de la voie dans laquelle il s'est engagé dans cette mesure. Les producteurs de l'Ouest du Canada sont méfiants et déçus simplement parce qu'on n'a tenu aucun compte d'eux. A cet égard, nous constatons une méfiance croissante envers notre institution. Les personnes touchées par le bill peuvent rarement se faire entendre et leurs opinions ne sont pas retenues. Cela sape la confiance du public à l'égard de la Chambre. Les députés qui ont été élus à la Chambre des communes ont assurément le devoir de faire valoir les vues de leurs mandants. C'est ce qu'ils font en ce moment.

• (1220)

Je le répète, les associations d'agriculteurs n'ont pas servi les meilleurs intérêts des producteurs de l'Ouest, je crois, et je le regrette. Dans une publication hebdomadaire intitulée *Alberta Farm Life* du samedi 5 mars, l'Association Unifarm demandait l'avis des agriculteurs albertains en vue d'évaluer les répercussions de la conversion au système métrique sur l'agriculture. Le bill à l'étude devait entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> février, ce qui prouve que l'Association n'a pas engagé de consultations véritables et intenses avec ses membres avant la date prévue pour la mise en vigueur de la loi. Je pourrais citer de nombreuses lettres que j'ai reçues d'un bon nombre d'associations agricoles et de sections locales de compagnies céréalières. Par exemple, j'ai ici une lettre émanant de Two Hills District Unifarm no. 65-42, qui se lit ainsi:

A l'occasion du congrès, une résolution a été présentée et adoptée à l'unanimité. En tant que secrétaire, on m'a prié de vous la transmettre. La résolution se lit ainsi:

«Nous nous opposons au système métrique, tout particulièrement en ce qui concerne la production agricole. Nous aimerions que le boisseau, l'acre et le mille soient maintenus.

Votre tout dévoué,

Ed. Sokalski

J'aimerais lire une autre lettre, celle-ci en provenance d'Unifarm District No. 64-22:

On nous a signalé que vous n'êtes pas favorable à l'application du système métrique à la céréaliculture. Je vous écris au nom des agriculteurs d'ici et du voisinage pour vous dire qu'en l'occurrence, nous sommes de tout cœur derrière vous. A notre avis, la conversion au système métrique ne servira à rien d'autre qu'à remplir de confusion l'industrie agricole et encore plus l'ensemble des agriculteurs.

Voici une lettre d'une succursale de l'Union des producteurs de grains: